ANNÉE XLme — N° 1046 — GENÈVE. — Premier Mai 1940.

Le Réveil anarchiste

Tous les mobilisés voudraient dire NON à la guerre comme Tronchet et Dupuis.

RÉDACTION et ADMINISTRATION
6, Rue des Savoises, GENÈVE

Paraît tous les quinze jours
Le numéro : 15 centimes

Compte chèques postaux : I. 4662
— LE REVEIL —

SUISSE et UNION POSTALE
Abonnement : Une année, fr. 5.—
Six mois, fr. 2.50

Premier Mai

CAMARADES,

Voici un autre Premier Mai de guerre que la passivité des foules a malheureusement permis. Et par une atroce ironie, les peuples du bout des lèvres parleront de solidarité internationale, alors qu'ils vont retourner à fabriquer et employer des engins de destruction et de mort.

Le socialisme et le syndicalisme ayant le plus prôné l'évolution pacifique, le progrès légal, la marche lente mais sûre, et continuant même à le faire, ne paraissent pas s'apercevoir de l'enfer dans lequel nous sommes plongés, sûrs comme ils sont qu'il ne reste qu'à poursuivre la pratique du passé !

Ainsi, après avoir mis en garde contre toute action directe, tout recours à la force, tout sacrifice à la cause de notre émancipation, ils en sont réduits à approuver l'appui à l'une ou l'autre des parties belligérantes, à conseiller de tout leur consentir : travail, biens et vies. Cette brutale contradiction de craindre de trop donner à sa cause, de la compromettre en s'agitant pour elle, de ne rien risquer en sa faveur, alors qu'un don total est ensuite admis pour une cause qui n'est pas la nôtre, est vraiment frappante.

TRAVAILLEURS,

Nous avons à nous ressaisir. Nul ne conteste et ne peut contester que la situation la plus dangereuse a été créée et qu'affirmer de ne pas en vouloir, ne la supprime certes pas. Mais nous ne saurions à aucun moment oublier notre cause pour ne voir plus que celles des Etats ennemis. Et cela d'autant plus que c'est par son triomphe seulement que ce nouveau massacre n'aura pas été entièrement vain. Or, nul doute que les maîtres de la guerre ne visent qu'à défendre ou acquérir des privilèges ; nos droits, surtout tels que nous les concevons, rencontreront leur hostilité. L'union sacrée apparaît ainsi la pire des absurdités. Entre nous qui voulons changer la base du monde et ceux qui ne veulent que renforcer l'ancienne, nulle union n'est possible.

N'oublions pas non plus que tout régime autoritaire doit être forcément guerrier. Les hommes n'ont jamais été soumis et maintenus en soumission que par une force armée. De même toute exploitation de l'homme par l'homme ne saurait fonctionner sans aide de la police et de l'armée. C'est pourquoi à juste raison Proudhon proposait de remplacer dans le catéchisme politique la conquête par l'élimination du pouvoir, autrement dit de viser à l'anarchie.

CAMARADES,

Loin de nous confondre par un ralliement conformiste avec les tenants du passé, nous avons à prononcer contre eux la plus nette des séparations, morale et aussi matérielle. Le changement que le monde attend exige la transformation économique la plus pronfonde, la réalisation de ce bien commun dont il est toujours question pour envoyer les hommes à la mort, mais que les vivants attendront en vain une fois le carnage cessé, tout changement ne pouvant s'opérer que par ceux qui n'y ont rien a perdre et tout à gagner, soit par les travailleurs mêmes.

Ce n'est pas à vaincre tel ou tel peuple que nous avons à employer volontairement nos bras et nos cerveaux, mais à refaire tout un monde sur les bases de la justice et de la liberté, soit de la propriété commune des richesses, fruit du travail commun, et de l'autonomie de tous les peuples, grands et petits, se fédérant dans la plus stricte égalité.

Vive la Paix par la Révolution !

Vive le bien-être et la liberté par la victoire du travail et des travailleurs !

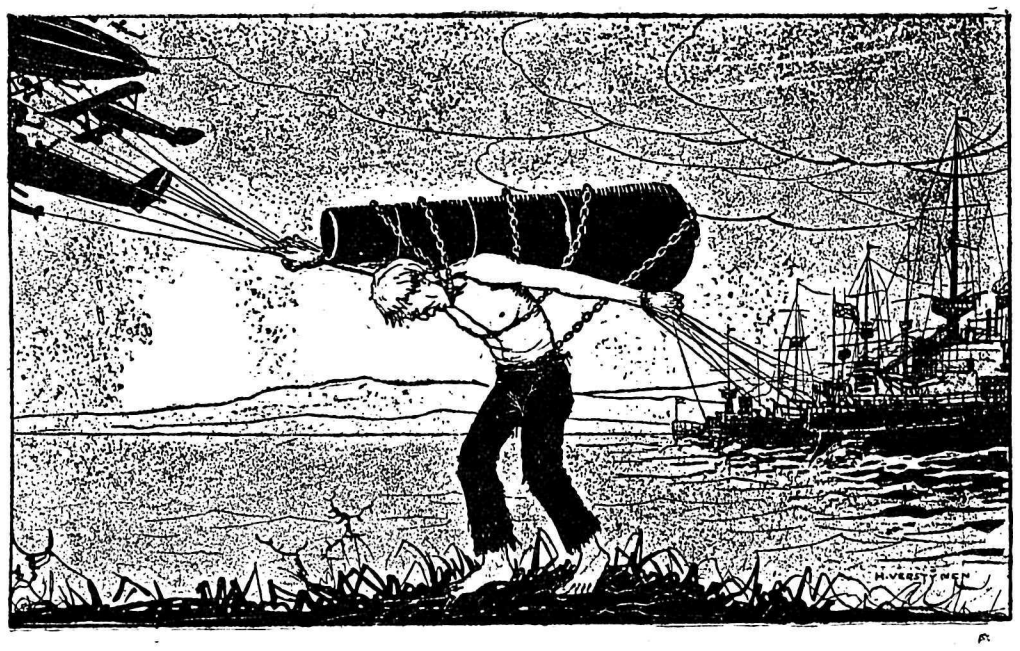
Le Réveil anarchiste.

Historique du Premier Mai

En 1885, le Congrès des Unions ouvrières américaines avait décidé d'imposer au patronat la journée de huit heures par une greve générale formidable, fixée au 1er mai 1886. Les anarchistes, tout en relevant que la journée de huit heures ne résoudrait pas la question sociale, déployèrent la plus grande activité pour réveiller la solidarité des masses. Leur organe en langue anglaise, « The Alarm », était rédigé par Parsons ; le journal anarchiste allemand « Die Arbeiter Zeitung » avait pour collaborateur Spies, Schwab et Fischer.

Au mois de février 1886, la fabrique Mac-Cormick licenciait tous ses ouvriers, environ 1200, pour les remplacer par des kroumirs. Vint le 1er mai et le travail fut suspendu dans beaucoup de fabriques en de nombreuses localités. Les jours suivants la grève prit une grande extension. Des meetings eurent lieu et les orateurs anarchistes multipliaient leurs discours.

L'après-midi du 3 mai, 7 à 10 mille grévistes firent une manifestation devant Mac-Cormick. La police intervint brutalement et fut accueillie par quelques pierres ; elle répondit en déchargeant les revolvers, mais quelques manifestants qui en étaient aussi armés ripostèrent. Il s'ensuivit un feu nourri qui dispersa la foule, abandonnant six morts et de nombreux blessés.



L'« Arbeiter Zeitung » du 4 mai publait l'appel suivaint :

« La guerre de classe a commencé ! Hier, les travailleurs sont tombés devant la fabrique Mac-Cormick. Leur sang crie vengeance.

» Le doute n'est pas possible ! les fauves qui nous gouvernent sont assoiffés du sang des travailleurs. Mais les travailleurs ne sont pas des moutons et répondront à la terreur blanche par la terreur rouge.

» Plutôt mourir que de vivre dans la misère. Puisqu'on tue les travailleurs, répondons de telle sorte que nos maîtres s'en souviennent longtemps.

» La nécessité nous force à prendre les armes !

» Hier, alors que femmes et enfants pleuraient les époux et les pères tombés sous la mitraille, dans les palais les riches vidaient leurs verres à la santé des bandits de l'ordre.

» Essuyez vos larmes, vous qui souffrez ! Esclaves, ayez du cœur, révoltez-vous ! »

Fischer avait ajouté : « Ouvriers, armez-vous et venez nombreux ! » Mais sur les conseils de Spies cette phrase fut supprimée.

L'appel fut entendu, et l'après-midi du 5 mai, plus de quinze mille travailleurs assistèrent au meeting de la place Haymarket. Spies, Parsons et Fielden y prirent successivement la parole. Alors que ce dernier parlait, le soir étant venu, une grande partie des manifestants se dispersèrent. A ce moment une colonne de 125 policiers armés de fusils s'avança, suivie d'une autre de 250 hommes. Cependant que le capitaine ordonnait aux ouvriers de se dissoudre, les soldats chargeaient leurs armes. Tout à coup une bombe explosa entre le premier et le deuxième rang des policiers, dont une soixantaine furent blessés. Parmi eux huit moururent. La première colonne se débanda, mais la deuxième tira à plusieurs reprises sur la foule, qui se retira après avoir eu de nombreux morts.

Persécutions et arrestations ne devaient par tarder. Les révolutionnaires les plus connus et tout le personnel des journaux anarchistes de Chicago furent arrêtés. De toutes ces arrestations, seules dix furent maintenues. Deux des prévenus se laissèrent corrompre et devinrent des témoins à charge. Tout le procès ne fut qu'une odieuse machination, et le 20 août un jury trié et payé expressément condamnait à mort Spies, Schwab, Fischer, Lingg, Engel, Fielden et Parsons. Neebe était condamné à quinze ans de travaux forcés.

Après dix-huit mois de détention et en dépit des protestations du monde entier, le drame de Chicago eut son épilogue le 11 novembre 1887. Schwab et Fielden virent leur peine commuée en celle des travaux forcés à perpétuité. Lingg échappa au supplice en se suicidant dans sa cellule ; un cigare allumé, contenant une capsule de fulminate de mercure, lui fracassa la tête. Spies, Parsons, Engel et Fischer furent pendus dans la cour de la prison ; ils subirent leur sort avec stoïcisme.

Six ans plus tard, en juin 1893, le gouverneur de l'Illinois, John-P. Altgeld, après avoir fait relâcher les trois prisonniers, publia un message très explicite, où il prouve :

1° que non seulement Schwab, Neebe et Fielden, mais encore leurs infortunés camarades, Spies, Parsons, Fischer, Engel et Lingg, ont été victimes d'une odieuse machination judiciaire, conduite systématiquement et dans la but de les faire condamner à mort ;

2° que les anarchistes ont été condamnés par un jury composé illégalement et déloyalement ;

3° qu'en dépit des indignes artifices du juge Grinnel, le Tribunal n'a pas réussi à établir la culpabilité des condamnés.

* * *

C'est à la suite des faits ci-dessus relatés que le Congrès international ouvrier-socialiste, réuni à Paris, les 14-21 juillet 1889, votait la résolution suivante :

« Il sera organisé une grande manifestation internationale à date fixe, de manière que, dans tous les pays et dans toutes les villes à la fois, le même jour convenu, les travailleurs mettent les pouvoirs publics en demeure de réduire légalement à huit heures la journée de travail, et d'appliquer les autres résolutions du Congrès international de Paris.

» Attendu qu'une semblable manifestation a déjà été décidée pour le 1er mai 1890 par l'American Federation of Labour, dans son Congrès de décembre 1888 tenu à Saint-Louis, cette date est adoptée pour la manifestation internationale.

» Les travailleurs des diverses nations auront à accomplir cette manifestation dans les conditions qui leur sont imposées par la situation spéciale de leur pays. »

Cette résolution écarte la lutte directe contre le patronat pour ne faire des huit heures qu'une revendication légale et parlementaire, tout en rendant la manifestation même facultative, « partout où cela n'est pas impossible », comme il sera déclaré au Congrès de Bruxelles de 1891.

Premier Mai 1940
à 20 h. 30
Grande Salle du Grütli
(Chantepoulet, 21)
SOIREE
Littéraire et Dansante
orgnisée par
Le Groupe " Le Réveil „

au programme :

Allocution de L. BERTONI.
Poèmes dramatiques par MICK.
YACK, dans son répertoire d'avant-garde.
PAUL et EMILE dans leurs chansons enfantines.

La méprise de la bonne
Pièce en un acte de Z.

De 23 heures au matin
BAL
conduit par un orchestre réputé

Tombola américaine Entrée : 0.60 cts

Bonnes paroles

Nous les trouvons dans « Le Peuple ». Reproduisons-les :

« Berlin et Moscou ont les mêmes effrayantes excuses pour justifier leurs attentats.

» Le monde ne les croit pas, mais feint de les comprendre. Les esprits ne s'insurgent plus contre les abus de la force, les consciences ne se révoltent plus, les peuples ne s'agitent plus.

» Malheur à ceux qui n'ont pas un amour de la liberté assez puissant pour y puiser des forces d'action contre toute menace de dictature.

» Malheur à ceux qui ne sont pas décidés à la sauver, même au prix de graves périls, et se réfugient dans un égoïsme et une prudence qui risquent d'être les meilleurs agents de leur propre perte. »

C'est très bien tout cela, mais lorsqu'on pense que ce sont les pires endormeurs de toujours, qui ont contribué pour leur part à ce que la situation soit ce qu'elle est, on demeure sceptique devant d'aussi bonnes paroles. Et parions que si d'aucuns cherchaient encore à les pratiquer, ils seraient traités d'agents provocateurs, d'impulsifs, de criards, d'insensés, d'anarchistes pour tout dire.

Couverts de gloire !

Aller la nuit jeter des bombes sur des femmes et des enfants ; se cacher dans les flancs d'un sous-marin pour guetter et couler des neutres ; s'enivrer de gniole pour n'avoir plus aucun sentiment de pitié dans un nettoyage de tranchées, afin que des sportulaires écrivent que vous vous êtes « couverts de gloire » ; j'en appelle à la civilisation future, c'était dans le refus d'accomplir ces actes que consistait le courage véritable. Gustave Dupin.

Pourquoi sommes-nous révolutionnaires

Nous sommes révolutionnaires parce que nous voulons la justice et que partout nous voyons l'injustice régner autour de nous. C'est en sens inverse du travail que sont distribués les produits du travail. L'oisif a tous les droits, même celui d'affamer son semblable, tandis que le travailleur n'a toujours pas le droit de mourir de faim en silence : on l'emprisonne quand il est coupable de grève. Des gens qui s'appellent prêtres essaient de faire croire au miracle pour que les intelligences leur soient asservies ; des gens, appelés rois, se disent issus d'un maître universel pour être maîtres à leur tour ; des gens armés par eux taillent, sabrent et fusillent à leur aise ; des personnes en robe noire qui se disent la justice par excellence condamnent le pauvre, absolvent le riche, vendent souvent les condamnations et les acquittements ; des marchands distribuent du poison au lieu de nourriture, ils tuent en détail au lieu de tuer en gros et deviennent ainsi des capitalistes honorés. Le sac d'écus, voilà le maître, et celui qui le possède tient en son pouvoir la destinée des autres hommes. Tout cela nous paraît infâme et nous voulons le changer. Contre l'injustice nous faisons appel à la révolution.

Mais « la justice n'est qu'un mot, une convention pure », nous dit-on. « Ce qui existe, c'est le droit de la force ! » Eh bien, s'il en est ainsi, nous n'en sommes pas moins révolutionnaires. De deux choses l'une : ou bien la justice est l'idéal humain et, dans ce cas, nous la revendiquons pour tous ; ou bien la force seule gouverne les sociétés et, dans ce cas, nous userons de la force contre nos ennemis. Ou la liberté des égaux ou la loi du talion.

Mais pourquoi se presser ? nous disent tous ceux qui, pour se dispenser d'agir eux-mêmes, attendent tout du temps. La lente évolution des choses leur suffit ; la révolution leur fait peur. Entre eux et nous l'histoire a prononcé. Jamais aucun progrès, soit partiel, soit général, ne s'est accompli par simple évolution pacifique, et s'est toujours fait par révolution soudaine. Si le travail de préparation s'opère avec lenteur dans les esprits, la réalisation des idées a lieu brusquement : l'évolution se fait dans le cerveau, et ce sont les bras qui font la révolution.

Et comment procéder à cette révolution que nous voyons se préparer lentement dans la Société et dont nous aidons l'avénement par tous nos efforts ? Est-ce en nous groupant par corps subordonnés les uns aux autres ? Est-ce en nous constituant comme le monde bourgeois que nous combattons en un ensemble hiérarchique, ayant ses maîtres responsables et ses inférieurs irresponsables, tenus comme des instruments dans la main d'un chef ? Commencerons-nous par abdiquer pour devenir libres ? Non, car nous sommes des anarchistes, c'est-à-dire des hommes qui veulent garder la pleine responsabilité de leurs actes, qui agissent en vertu de leurs droits et de leurs devoirs personnels, qui donnent à un être son développement naturel, qui n'ont personne pour maître et ne sont les maîtres de personne.

Nous voulons nous dégager de l'étreinte de l'Etat, n'avoir plus au-dessus de nous des supérieurs qui puissent nous commander, mettre leur volonté à la place de la nôtre.

Nous voulons déchirer toute loi extérieure, en nous tenant au développement conscient des lois intérieures de toute notre nature. En supprimant l'Etat, nous supprimons aussi toute morale officielle, sachant qu'il ne peut y avoir de la moralité dans l'obéissance à des lois incomprises, de pratique dont on ne cherche pas même à se rendre compte. Il n'y a de morale que dans la liberté. C'est aussi par la liberté seule que le renouvellement reste possible.

Nous voulons garder notre esprit ouvert, se prêtant d'avance à tout progrès, à toute idée nouvelle, à toute généreuse initiative.

Mais, si nous sommes anarchistes, les ennemis de tout maître, nous sommes **aussi communistes internationaux**, car nous comprenons que la vie est impossible sans groupement social. Isolés, nous ne pouvons rien, tandis que par l'union intime nous pouvons transformer le monde. Nous nous associons les uns aux autres en hommes libres et égaux, travaillant à une œuvre commune et réglant nos rapports mutuels par la justice et la bienveillance réciproques. Les haine religieuses et nationales ne peuvent nous séparer, puisque l'étude de la nature est notre seule religion et que nous avons le monde pour patrie. Quant à la grande cause des férocités et des bassesses, elle cessera d'exister entre nous. La terre deviendra propriété collective, les barrières seront enlevées et désormais le sol appartenant à tous pourra être aménagé pour l'agrément et le bien-être de tous. Les produits demandés seront précisément ceux que la terre peut le mieux fournir, et la production répondra exactement aux besoins, sans que jamais rien ne se perde comme dans le travail désordonné qui se fait aujourd'hui. De même la distribution de toutes ces richesses entre les hommes sera enlevée à l'exploiteur privé et se fera par le fonctionnement normal de la Société tout entière.

Nous n'avons point à tracer d'avance le tableau de la Société future : c'est à l'action spontanée de tous les hommes libres qu'il appartient de la créer et de lui donner sa forme, d'ailleurs incessamment changeante comme tous les phénomènes de la vie. Mais ce que nous savons, c'est que toute injustice, tout crime de lèse-majesté humaine, nous trouverons toujours debout pour les combattre. Tant que l'iniquité durera, nous, anarchistes communistes internationaux, nous resterons en état de révolution permanente.

Elisée RECLUS.

Jugement bourgeois

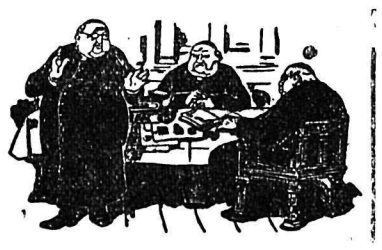
Il arrive même à la presse bourgeoise de dire parfois la vérité. Ainsi il nous tombe sous les yeux une coupure de « La Stampa », d'avril 1921, alors organe personnel de M. Giolitti, où nous lisons :

« Les socialistes italiens ne comprirent point que chaque victoire crée des obligations, et qu'à la confiance manifestée à eux par une aussi grande partie du corps électoral, devait correspondre une œuvre positive de reconstruction nationale, à laquelle se prêtaient toutes les circonstances, dont la liquidation désormais achevée de la guerre n'était pas la dernière. Ils crurent par contre de pouvoir se renfermer dans une position d'abstentionnisme négatif, auquel la guerre précisément les avait déterminés, comme si l'Italie — et le monde — pouvaient rester au point où il leur plaisait de les arrêter. En paroles, leur programme n'était pas d'immobilité et de stase, mais par contre le plus dynamique imaginable : c'était, rien moins, que la révolution, la révolution immédiate, violente et totale. Mais c'était là un dynamisme purement verbal ; ils ne tentèrent jamais de révolution et en désavouèrent même toute tentative : pour employer un mot efficace de leurs adversaires extrémistes, ils firent les « pompiers ». Tout se réduisit à quelques grèves de plus, à quelques plus fréquents recours à la violence isolée, à une plus vigoureuse floraison, en quelques régions, de rançons et de boycottages. D'après la prédication des dirigeants, les masses s'imprégnèrent, en bas, d'esprit révolutionnaire et d'un violent sécessionnisme social ; en haut, les dirigeants mêmes ne faisaient que regarder, se bornant à dire non, à toute occasion et à toute proposition d'activité positive, quel qu'en fût le genre, dans ou hors du Parlement. »

Ces lignes parues dans un journal officieux de l'époque prouvent que la bourgeoisie ne faisait pas grand cas des victoires électorales du socialisme. Rien de plus ridicule, en effet, que de les vanter, alors qu'elles laissaient les vainqueurs aussi impuissants et même davantage qu'avant de les avoir remportées.

Quant aux désordres inouïs, par lesquels d'aucuns ont voulu justifier les incendies, les assassinats et les pires violences du fascisme, ils sont réduits à leur juste mesure. Il faut, d'ailleurs, se rappeler qu'au cours de la guerre de grandes promesses avaient été faites aux masses et que pas une seule n'avait été tenue. Cela justifie amplement l'agitation d'en bas, condamnable uniquement en tant qu'elle n'était pas généralisée pour des buts précis.

Rappelons qu'à ne pas vouloir la révolution, la fraction communiste était entièrement d'accord avec les réformistes et les maximalistes, et rien n'était plus grotesque que la virulence avec laquelle elle prêchait l'insurrection pour se défiler devant toute proposition d'action réelle. Les communistes n'auraient voulu que d'un mouvement aboutissant à leur dictature de parti ; en attendant, ils ne visaient qu'à affaiblir les autres groupements socialistes en s'affaiblissant de la sorte eux-mêmes. Avec tout le monde, ils devaient ensuite payer fort cher leurs erreurs et leurs brutalités, mais cela ne supprime pas le fait qu'ils furent parmi les plus grands responsables de la défaite du prolétariat et de la partie libérale et démocratique de la bourgeoisie.



Syndicalisme

A l'USCG

Nous ne ferons pas un long compte-rendu de l'assemblée des délégués à l'Union des Syndicats du Canton de Genèvs, nous bornant à signaler quelques faits particulièrement révoltants.

Rappelons tout d'abord qu'au mois de juin dernier de nouveaux statuts avaient été présentés, en spécifiant que l'Union Syndicale Suisse n'admettait pas qu'ils soient modifiés sinon d'une façon anodine. Elle aurait, d'ailleurs, à approuver les modifications éventuelles. Donc pas le droit pour un groupement de caractère local et d'activité exclusivement locale d'avoir sa propre gouverne.

Il s'agissait pour le Comité en charge de s'assurer une majorité de tout repos. La représentations des syndicats fut modifiée dans le sens d'attribuer la majorité non à la majorité des syndiqués, mais à celle des syndicats. Diminution donc des délégués des grands syndicats au profit des moindres, de façon à avoir une sorte de sénat plutôt qu'une chambre. Il y eut résistance et la manœuvre ne réussit pas entièrement.

Vint l'élection du Comité. Malgré l'exclusion, sous prétexte de communisme, de dix délégués de la FOMH, Rosselet ne fut pas réélu, après une défense très habile, mais qui se ressentait trop d'avocasserie. Tout l'ancien Comité alors se désista, à part un de ses membres, qui fut réélu avec sept camarades nouveaux.

Deux jours après le nouveau Comité se réunissait pour apprendre que l'Union Syndicale Suisse s'était fait virer sur son compte chèques tout l'avoir de l'Union des Syndicats de Genève ne lui laissant que le dépôt de 50 francs exigé par la Poste.

Ainsi voilà une organisation qui ne peut ni se donner le statut qui lui agrée, ni nommer le Comité qui lui plaît, ni disposer de son argent. Tout cela, paraît-il, est normal, légal et démocratique par dessus le marché.

DELIT D'OPINION

Nous ne pouvons être soupçonnés d'avoir la moindre sympathie pour bolchevistes et bolchevisants, mais nous éprouvons un amour profond de la liberté, la liberté d'opinion comprise, que nous avons souvent reproché aux bourgeois de ne pas respecter. Or, voici qu'il devient de règle dans les syndicats d'exclure les syndiqués communistes on soupçonnés de communisme. A remarquer que lorsque les exclusions atteignent, par exemple, le nombre de 16, comme dans un cas récent, la police serait fondée à intervenir contre eux pour avoir formé une section d'un parti légalement supprimé. Mis dehors par les uns, ils pourraient être mis dedans par les autres. Nous haïssons le stalinisme ; mais la question n'est pas là. Nous répétons aux bonzes du syndicalisme comme nous l'avons dit aux bourgeois, qu'un individu ne saurait être frappé que pour des infractions bien spécifiées et ne pouvant consister en de simples opinions. Rappelons que les premières lois d'exception furent établies contres les anarchistes et que les mesures frappant les communistes pourraient nous être étendues d'un jour à l'autre. Ce serait chose déjà faite si nous étions un groupement électoral, mais nous ne sommes pas près de le devenir.

Lorsque certains dénoncent un employé de l'Etat comme bolcheviste sachant qu'ils peuvent l'exposer à une destitution, nous y voyons une ignoble délation que les rivalités politiques ne sauraient certes justifier.

LE DROIT A L'OPPOSITION

Un bonhomme qui vient de nous étonner quelque peu est Clovis Pignat. Voilà qu'il part lui aussi en guerre contre ceux qui font de l'opposition aux statuts et aux décisions des assemblées et des congrès. Ainsi le sens même de la démocratie est perdu par ceux qui y font le plus souvent appel.

Il y a une constitution, des codes, tout un arsenal de prescriptions, de lois et de règlements, dûment approuvés et paraphés, mais nous faisons-nous faute, quoique obligés de les respecter, de les attaquer si nous ne les approuvons pas ? De même qu'une minorité parlementaire continue à faire campagne contre telle ou telle décision de la majorité, par exemple actuellement contre le plan financier, il est permis d'attaquer la politique des lignes directrices et n'importe quel vote acquis, fût-ce même à la presque unanimité.

Que Clovis Pignat défende ses opinions de majoritaire fort bien, mais les minoritaires gardent le droit de les combattre, comme il en est de toute minorité dans n'importe quelle association. Ce n'est pas violer une décision que de persister à la blâmer et la constitution n'est pas violée par le fait de la critiquer en bloc ou en détail.

Nous sommes confondus d'être obligés de faire de telles remarques. Par quoi débute tout régime totalitaire sinon par l'interdiction de toute critique et de toute opposition et l'imposition d'un conformisme universel ? Hélas ! plus d'un qui le condamne est atteint par le virus absolutiste !

P. S. Nous avions déjà écrit ce qu'on vient de lire, lorsque nous trouvons dans « Le Peuple » un article de Rosselet, où il est question « des anarchistes, qui, en s'élevant contre ce qu'ils appellent les procès d'opinion, se prêtent, pour des raisons aisées à comprendre, au procès d'opinion qu'on nous fait. On peut quand même s'étonner de voir ces farouches contempteurs des dictatures tendre une main fraternelle aux amis de Staline et de Hitler ».

Autant de mots autant de sottises. Pour autant que je sache personne n'a demandé l'exclusion de Rosselet ou de ses amis de son syndicat. D'autre part, chacun, je pense, est libre de ne pas partager les opinions de Rosselet ; à moins qu'il ne croie que la présidence de l'Union des Syndicats lui soit due à vie. Il nous est arrivé plus souvent qu'à notre tour d'être minorité, et nous n'en avons pas moins continué notre propagande.

Nous n'avons jamais approuvé ni la politique des Lignes directrices, ni la tactique de l'Union Syndicale, ni la besogne du Parti socialiste suisse, ni la centralisation et l'omnipotence du fonctionnarisme, et il eût été incroyable que notre vote sactionne tout cela. Evidemment, il n'y a pas de raison plus aisées à comprendre.

Les amis de Hitler et Staline savent ce que nous pensons d'eux et de leurs dictatures, et nous n'avons jamais varié, tandis que beaucoup de ceux qui les attaquent aujourd'hui étaient leurs alliés d'hier. Nous tenons à bien souligner que notre opposition de principe et de toujours n'a rien à voir avec celle occasionnelle de ceux qui auraient voulu les voir adhérer à l'un plutôt qu'à l'autre camp de belligérants. N'oublions pas que les communistes à fin août 1939 étaient encore démocrates, patriotes et même religiosâtres, et que nous les avons combattus sous tous leurs masques. Espérons n'avoir pas besoin de revenir sur ce sujet.

L. BERTONI.

OPINIONS

Drôle de guerre !

La relève des équipes

« Drôle de guerre », cette expression ironique et désabusée traduit l'état d'esprit de l'homme de la rue devant une situation qui le déroute et dont l'ambiance ne rappelle en rien celle de la campagne 1914-1918.

« Drôle de guerre », mais n'est-ce pas aussi sur le fond même de cette crise de l'Occident que, plus ou moins consciemment, des millions d'hommes expriment dans ces quelques mots un jugement sans indulgence ?

Tout les haut-parleurs de la propagande auront beau s'époumonner, ils auront beau soutenir à bras tendus des symboles qui les écrasent, le public ne marche pas. Quelque chose semble retenir son élan.

La guerre est-elle venue trop tôt ? Vient-elle trop tard ? Nous ne tenterons pas de répondre à une telle question. Nous nous bornerons à noter un état d'esprit presque général que l'on de peut méconnaître.

Mais l'état d'esprit de la foule, son intuition plus ou moins juste des événements est une chose, la réalité du grave conflit qui met aux prises les grandes nations européennes en est une autre.

Même si cette guerre a été jusqu'ici une « drôle de guerre » et si la propagande n'a pas réussi à en faire comprendre le sens et la portée, il n'en est pas moins vrai que l'enjeu de la lutte engagée est formidable.

Il s'agit du destin de l'Europe, du sort de la civilisation chrétienne, **mais il s'agit aussi de l'avènement nécessaire d'un** ORDRE NOUVEAU.

Et c'est peut-être ici qu'il faut chercher la raison du malaise — malaise qui peut devenir dangereux — qui règne chez nous, et sans doute aussi dans nombre d'esprits indépendants des démocraties occidentales.

Certes, tous les esprits se révoltent à la seule idée de la victoire d'une Allemagne qui imposerait à l'Europe et plus particulièrement à l'Occident, sa loi et la conception de la vie telle que nombre d'éléments dignes de foi nous permettent de l'imaginer si Hitler devait, contre toute attente, triompher.

Sans doute aussi, est-ce parce qu'une telle victoire nous paraît impossible, que nous ne réagissons pas plus violemment dans l'autre sens.

Mais, qui oserait, de bonne foi, affirmer que les buts de guerre et de paix que se sont assignés les démocraties, soient capables d'enflammer les masses

et d'entraîner l'Occident tout entier à la Croisade ?

Peut-être et même certainement assisterait-on à un retournement rapide si on le sentait vraiment en péril. En attendant, beaucoup d'hommes ne peuvent se défendre d'une impression pénible et d'une sorte d'énervement lorsque certains hommes d'Etat agitent les mots de Civilisation, de Liberté, de Justice ou de Démocratie, tous ces grands symboles pour lesquels tant d'hommes ont, dans le passé, fait parfois joyeusement le sacrifice de leur vie et chez nous en particulier autant et plus qu'ailleurs peut-être.

Ces mots sonnent creux. Non qu'ils soient vides de sens, mais on les a entendus tant de fois déjà et les promesses qui les accompagnaient ont été si souvent déçues, qu'ils semblent avoir perdu leur éloquence et leur signification profonde.

C'est aussi parce que, à vingt-cinq ans de distance, ce sont, à peu de choses près, les mêmes hommes qui les répètent, et que ces hommes, il faut le reconnaître, ont trahi, par impuissance et médiocrité, la confiance qu'on leur avait faite à la fin de l'autre guerre. C'est parce qu'ils n'ont pas su bâtir que nous en sommes revenus au point actuel.

Alors, la Croisade pour sauver un régime de médiocrité et corruption, un régime qui flatte ce qu'il y a de moins noble dans l'homme et ne l'élève jamais au-dessus de lui-même ?

La croisade pour maintenir un régime qui, comme un arbre porte ses fruits, engendre à espaces de plus en plus réguliers, des crises économiques ?

Les politiciens, même les meilleurs et les plus sincères, se trompent étrangement, s'ils croient que les institutions dont ils bénéficient et qu'ils ont laissé dégrader, sont encore capables de susciter des sacrifices pour leur défense.

Les hommes qui ont vécu l'entre-deux-guerres, qui ont souffert de la crise économique et de sa menace perpétuelle, attendent désormais autre chose que des mots creux et sonores.

Ils savent que le monde peut être meilleur. Que l'humanité est, dans son ensemble, riche de possibilités. Mais que, pour atteindre ce stade, il importe au préalable de faire régner, entre les peuples et les hommes, plus de justice, d'une justice qui ne soit pas un simple mot avec une majuscule, mais se base sur de solides réalités économiques.

Ce qu'ils veulent ces hommes, et ils sont la grande masse obscure, c'est un monde plus clair, où leur vie retrouvera un sens, où ils pourront cultiver leur personnalité. Ils savent aussi que, pour cela, il leur faudra, avant tout, être assurés enfin d'une « stabilité économique et sociale » que la richesse du monde moderne rend possible.

Comment veut-on, dès lors, que, conscients d'être ou de risquer d'être encore pipés par des mots qui ne sont que de la fausse monnaie, des hommes aillent se sacrifier pour sauver une société mal organisée, dans laquelle ils sont, à tous échelons de la hiérarchie économique et sociale, menacés sans cesse de connaître l'état le plus humiliant et le plus cruel pour un homme, surtout s'il est responsable d'une famllie : le chômage ?

Ce n'est que le jour où des hommes nouveaux, dont le passé ne sera entaché d'aucune démagogie, des hommes que la médiocrité d'une démocratie facile n'aura pas corrompus, se lèveront et définiront les principes d'un monde nouveau, qu'une grande espérance naîtra dans les cœurs.

Alors, si vraiment l'Occident, avec ses valeurs éternelles et ses espoirs neufs est menacé, ces hommes se lèveront aussi et seront prêts pour la croisade.

La faiblesse des démocraties occidentales c'est qu'elles ne se sont pas adaptées aux temps nouveaux, c'est qu'elles n'ont pas compris que l'humanité abordait au seuil d'une époque nouvelle, et que, pour franchir cette étape de son destin, il lui fallait une âme, un élan collectif.

Les démocraties occidentales ont un urgent besoin d'hommes nouveaux.

Elles ont besoin aussi d'un Héraut qui définisse clairement l'enjeu de la lutte engagée, défense du passé, certes, mais aussi annonce d'une Renaissance.

Faudra-t-il attendre, du péril plus imminent, l'avènement des équipes de relève ? Souhaitons que non.

Qui sait d'ailleurs si des principes de justice, d'équilibre économique et social, proposés dès aujourd'hui pour le monde de demain, ne permettraient pas, si paradoxal que cela puisse paraître, d'amener enfin plus de compréhension entre tous les peuples et d'accélérer ainsi l'heure d'une paix véritable ?

Car, dans tous les pays, la grande masse des hommes aspire à la paix.

CUSTOS.

(L'Indépendance Belge, organe libéral.)

Le bourgeois chrétien-social de Genève.

Edouard Rod et la Guerre

Un romancier suisse, Edouard Rod, de nationalité Nyon (1857-1910), publiait en 1888, il y a plus d'un demi-siècle, quelques pages sur la guerre, parmi les plus puissantes que nous ayons lues. A nos lecteurs de juger.

Ah ! s'il n'y avait à redouter que la révolution dont on nous fait un spectre!... Incapable d'imaginer une société plus détestable que la nôtre, j'ai pour celle qui lui succédera, plus de méfiance que de crainte. Si je devais souffrir de la transformation, je me consolerais en pensant que les bourreaux du jour sont les victimes de la veille, et l'atttente du mieux ferait supporter le pire. Mais ce n'est pas ce péril éloigné qui m'effraie : j'en vois un autre plus rapproché, plus cruel surtout ; plus cruel parce qu'il n'a nulle excuse, parce qu'il est absurde, parce qu'il n'en peut résulter aucun bien ; chaque jour on pèse les chances de guerre du lendemain, et chaque jour elles sont plus impitoyables.

La pensée recule devant une catastrophe qui apparaît au haut du siècle comme le terme du progrès de notre ère, et il faut s'y habituer pourtant ; depuis vingt ans toutes les forces du savoir s'épuisent à inventer des engins de destruction, et bientôt quelques coups de canon suffiront pour abattre une armée : on a mis sous les armes, non plus comme autrefois, des milliers de pauvres diables dont on payait le sang, mais des peuples entiers qui vont s'entr'égorger, on leur vole du temps en les obligeant à servir, pour leur voler plus sûrement leur vie ; pour les préparer au massacre, on attise leur haine en les persuadant qu'ils sont haïs ; et des hommes doux se laissent prendre au jeu, et l'on va voir se jeter l'une sur l'autre, avec des férocités de bêtes fauves, des troupes furieuses de paisibles citoyens, auxquels un ordre inepte mettra le fusil à la main, Dieu sait pour quel ridicule incident de frontières ou pour quels mercantiles intérêts coloniaux ! Ils marcheront comme des moutons à la tuerie — mais, sachant où ils vont, sachant qu'ils quittent leurs femmes, sachant que leurs enfants auront faim, anxieux et grisés par les mots sonores et menteurs claironnés à leurs oreilles ; **ils marcheront sans révolte, passifs et résignés, alors qu'ils sont la masse et la force, et qu'ils pourraient s'ils savaient s'entendre, établir le bon sens et la fraternité** à la place des roueries sauvages de la diplomatie. Ils marcheront tellement trompés, tellement dupes, qu'ils croieront le carnage un devoir et demanderont à Dieu de bénir leurs sanguinaires appétits. Ils marcheront, piétinant les récoltes qu'ils ont semées, brûlant les villes qu'ils ont construites, avec des chants d'enthousiasme, des cris de joie, des musiques de fêtes. Et leurs fils élèveront des statues à ceux qui les auront le mieux massacrés !

Le sort de toute une génération dépend de l'heure à laquelle quelque funèbre politicien donnera le signal qui sera suivi. Nous savons que les meilleurs parmi nous seront fauchés, et que notre œuvre sera détruite en germe. Nous le savons et nous en frémissons de colère, et nous ne pouvons rien. Nous avons été pris dans le filet des bureaux et des paperasses qu'il faudrait, pour briser, une trop rude secousse. Nous appartenons aux lois que nous avons érigées pour nous protéger et qui nous oppriment. Nous ne sommes plus que les choses de cette antinomique abstraction, l'Etat, qui fait que chaque individu est esclave au nom de la volonté de tous, lesquels tous, pris isolément, voudraient le contraire exact de ce qu'on leur fera faire.

C'est là, dans un excellent raccourci, un résumé puissant de la question du militarisme et de la guerre.

Ce libéral bourgeois qui écarte d'emblée la crainte de la révolution, tout en manifestant quelque méfiance, et non sans raison, pour un événement où la question de force et non seulement de droit entre en jeu, nous montre une louable indépendance d'esprit.

Tout ce qu'il dénonce n'a fait que s'aggraver depuis un demi-siècle et la catastrophe qu'il prévoyait s'est produite avec un certain retard, mais pour se reproduire au bout d'une vingtaine d'années à peine.

Il y a dans les lignes ci-dessus plus d'une phrase lapidaire, d'un slogan pour employer le langage d'aujourd'hui. La conclusion dénonçant le pourquoi de l'impuissance des masses est particulièrement à retenir. En effet, elle suffit, à elle seule, à justifier notre propagande et notre action d'anarchistes.

Le crime des crimes

Il y a des crimes qu'il ne faut pas oublier et d'ailleurs les criminels, eux-mêmes, se chargent de nous les rappeler. A preuve la dépêche suivante :

Rome, 29 mars (D. N. B.).

A l'occasion du pacte aérien italo-espagnol, conclu lors du 17me anniversaire de la force aérienne italienne, la presse publie un rapport sur les résultats italiens obtenus dans la guerre espagnole.

Suivant cette publication, 5,699 membres de la force aérienne italienne et 312 hommes du service civil ont participé à la guerre ; 11,600,000 kilogrammes de bombes ont été jetées. Les aviateurs italiens ont livré 266 combats aériens, exécuté 5,318 bombardements et 2,170 vols de reconnaissance ; 224 navires ennemis furent atteints et 903 avions ennemis furent abattus.

Les pertes de l'aviation italienne s'élèvent à 86 avions ; 175 aviateurs furent tués et 192 blessés.

Ces chiffres exigent quelques commentaires. A part le nombre, évidemment exagéré, d'avions républicains abattus, nous pouvons retenir exacts les autres chiffres. Ainsi l'Italie a envoyé en Espagne un corps d'aviation de 6000 hommes, de la présence duquel MM. Blum, Chamberlain, Daladier, Eden, etc., n'ont pas eu la moindre connaissance. Sur un total de 7488 vols, dont 5318 de bombardement, il n'y a eu que 266 combats, ce qui prouve l'extraordinaire infériorité de l'aviation espagnole. Sur les fronts aragonais, basque et asturien les avions républicains ont, d'ailleurs, presque entièrement manqué.

Retenons les onze millions six cent mille kilos de bombes, jetées sans discrimination aucune sur un pays qui n'avait pas eu le moindre conflit avec l'Italie, pas plus qu'avec l'Allemagne, dont les exploits aériens, terrestres et maritimes, ne nous sont pas connus dans les détails, mais qui, sans doute, tout en étant moindres, doivent aussi être importants.

Cette effrayante besogne de destruction et de massacre a été commise avec l'approbation bourgeoise du monde entier et quelques timides protestations d'un prolétariat avachi. Parmi les 224 navires atteints il y a surtout ceux de l'Angleterre qui, par la bouche de M. Chamberlain, déclara la chose absolument normale, ce qui lui ôte à jamais le droit de protester contre n'importe quel crime. Nous sommes aussi émus des malheurs de tous les pays victimes depuis lors d'agressions, mais l'Allemagne n'a rien fait de plus que ce qu'elle a pu faire en Espagne, avec la bénédiction du pape, le consentement de l'Angleterre et de la France et l'approbation de feu Motta. Or, le crime commis contre le peuple espagnol a fait cinquante fois plus de victimes que la guerre à la Finlande.

Nous n'en excusons pas pour cela la scélératesse de Staline, mais nous entendons donner à chacun son dû.

Devoir précis

Boukharine, lorsqu'il était encore grand théoricien du bolchevisme, écrivait ceci :

« Un Etat prolétarien doit avoir le droit de conclure des alliances, même militaires, avec tel ou tel gouvernement bourgeois, afin de pouvoir, avec l'aide des Etats bourgeois, renverser une autre bourgeoisie. Si une alliance de cet ordre a été conclue, le devoir des camarades de chaque pays consiste à contribuer à la victoire du bloc des deux alliés ».

Cela a paru dans « l'Humanité » de Paris, fin 1922 ou commencement 1923, soit avant la mort de Lénine. Pas de doute possible, il ne reste plus à tous nos bolchevistes et bolchevisants, qu'à faire campagne pour l'alliance stalino-hitlérienne. Ils n'y ont pas failli, d'ailleurs, et si vous ne les imitez pas, vous devenez des valets de la bourgeoisie, ou encore mieux de la ploutocratie franco-anglaise. Vive Nicole !

Journalistes de chez nous

Nous sommes souvent tentés d'en relever les écrits, afin d'en souligner le degré de partialité, d'hypocrisie, d'inconscience ou de tout cela à la fois qu'ils dénotent, puis nous y renonçons en songeant que nous ferions probablement œuvre vaine. L'habitude est si bien prise chez la plupart des lecteurs de former leur opinion sur celle de leur journal qu'il paraît presque impossible de la modifier.

Signalons néanmoins une polémique entre Géo Oltramare et le rédacteur financier de la « Tribune de Genève ». Avec une impudence sans bornes fascistes et nazistes se disent antiploutocratiques, alors que leurs chefs se sont assuré des fortunes dépassant de beaucoup celles de vulgaires ministres démocrates. La chose est visible et notoire à tous en Italie ; quant à l'Allemagne, il y a eu dernièrement des révélations non démenties de même nature.

Il est bons aussi de rappeler que les mouvements fascistes de tous les pays ont été largement subventionnés par l'industrie lourde, les grands agrariens et la haute finance, sans quoi leur immense propagande et leur succès seraient inconcevables. Après quoi les attaques à la ploutocratie d'un Géo paraissent la chose la plus équivoque au monde.

M. Bates, lui, n'ose pas innocenter entièrement le monde de la finance, mais il soutient, non sans quelque raison, qu'après tout, le monde des affaires préfère opérer en paix, la guerre présentant pour lui aussi des aléas. Nous pensons de même que la guerre, comme toute chose, n'est plus d'un bon rapport comme elle l'a été et les conséquences qui peuvent en découler inspirent toujours plus de craintes.

A un tout autre point de vue, il nous est arrivé de rappeler ces lignes d'Armand Charpentier : « Continuer à dire que le capitalisme est l'unique raison des guerres, c'est adopter une explication facile qui dispense de penser, c'est répéter de vieux lieux communs toujours applaudis par les foules, mais c'est fermer volontairement les yeux devant les réalités. » Que le capitalisme cherche à profiter de la guerre et à en profiter le plus largement possible, nous n'en doutons point ; toutefois nous croyons qu'elle est une mauvaise affaire pour la plupart des possédants aussi. Et si guerre il y a, les peuples qui doivent « la faire » sont les premiers responsables d'y consentir et aussi d'avoir laissé créer les conditions qui y ont abouti.

Tout fatalisme est un oreiller de paresse, et si nous avons à combattre le capitalisme comme cause aussi de guerre, cette cause n'agit qu'en tant que nous restons indifférents à son égard.

Ce en quoi les journalistes romands sont les plus écœurants, c'est, d'une part, de condamner la foi mentie d'un Hitler, cependant que, d'autre part, non seulement Mussolini est excusé d'en avoir fait de même avec l'Abyssinie et l'Albanie, mais il est amèrement reproché à la Société des Nations d'avoir, tout au moins pour l'Abyssinie, joué la comédie de remplir ses engagements, par des sanctions dont Laval a avoué l'inefficacité délibérement voulue. Or, de toute évidence, cette faillite escomptée de la S. d. N. ne pouvait être en même temps que celle de la paix. Ainsi les mêmes qui déclament sur la sainteté des traités, se plaignent amèrement que leur violation n'ait pas été admise sans autre de la part du Duce, auquel le champion du patriotisme suisse, Géo Oltramare, a été prêter serment d'allégeance.

Hélas ! pour finir nous serions incomplets en ne signalant pas nos staliniens et stalinisants, grands défenseurs des masses, des opprimés, des exploités, des sacrifiés ; mais reconnaissant, justifiant et exaltant les agressions, les guerres, les conquêtes, les assassinats en séries du génial Joseph Staline.

Toute une presse offensant ainsi les principes les mieux établis de la morale mérité d'être traitée, comme l'avait fai Zola, d'immonde.

Pour bien apprendre le catéchisme.

Notre Syndicalisme

Nous reproduisons ci-après notre manifeste du Premier Mai 1912. Il est dû à la plume acérée de notre regretté collaborateur Georges Herzig, dont les articles réunis pourraient former plusieurs volumes d'une propagande toujours d'actualité. Nos jeunes camarades pourront constater qu'il y a une trentaine d'années la question syndicale se posait avec la même acuité qu'aujourd'hui, bien que le mal n'était pas encore aussi grand. Hélas ! depuis 1914 le triomphe de la « tactique éprouvée » — et comment ! — du réformisme nous a valu une série de catastrophes, et nous en sommes toujours à en craindre de nouvelles. Néanmoins, en recherchant son salut, ne fût-ce que par instinct de conservation, le monde devra enfin se rallier à notre point de vue.

Camarades,

Le Premier Mai avait été à son origine une journée d'action et d'énergie. Les revendications des producteurs s'étaient manifestées sous la forme d'une volonté décidée à poser l'outil à l'achèvement de la huitième heure. Ceux qui s'étaient mis à la tête d'un pareil mouvement, écartant par sa cohésion toute idée de diplomatie, d'entente et de finasserie avec les patrons n'étaient pas des permanents, des parlementaires, des procureurs en un mot, mais des travailleurs, des gens œuvrant de leurs mains et ne se croyant pas d'essence supérieure à la foule des producteurs. Leur salaire, ce ne fut pas un rond-de-cuir, une « place » au-dessus des autres, leur donnant des droits particuliers bien définis et des devoirs problématiques, mais une corde et un gibet.

Aujourd'hui, grâce aux soporifiques déclamations des exploiteurs du socialisme, grâce au lent travail d'émasculation d'une nouvelle vermine venant s'ajouter au parasitisme patronal : les fonctionnaires ouvriers, grâce aussi à la veulerie des travailleurs eux-mêmes toujours prêts à s'en remettre à d'autres du soin de leurs propres intérêts, le premier mai est devenu un mythe.

Ce jour nous suggère l'idée de ce que pourrait être la mobilisation de ceux qui produisent, quand ils auront compris la force immense qui est en eux. Et c'est tout. Ce n'est plus le jour de l'action générale des ouvriers allant à un but, mais le jour des palabres, le jour des illusions et des mensonges tombant sur un terrain desséché par l'inaction. Ce n'est plus le jour où les cœurs battent à l'unisson dans le sentiment de la lutte nécessaire, mais le jour de l'indifférence mal réveillée et prêtant une oreille distraite aux sempiternelles déclamations des orateurs.

Des mots, des mots, voilà ce dont les foules ouvrières vont se repaître dans ce jour du premier mai qui fut, jadis, le jour des épouvantements de la classe jouisseuse. Ce qu'elle rit aujourd'hui de ces longues théories de chômeurs parcourant les rues de nos grandes villes ; ce qu'elle s'amuse des revendications formulées sur des pancartes proclamant surtout l'incapacité et la veulerie de la classe ouvrière dans le présent. Il faut lire ses organes pour s'en convaincre au lendemain de ces ballades de quémandeurs demandant la journée de huit heures comme une aumône le long des chemins. Quels rires, quels sarcasmes à l'adresse de cette foule placide pincée par la blaguologie réformiste ! Peut-être la peur qu'a ressentie la classe capitaliste amplifie-t-elle ces rires et ces sarcasmes ; c'est possible, surtout au début, mais maintenant, elle a étudié la psychologie des foules ouvrières et elle sait qu'elle a une admirable sauvegarde dans le socialisme professionnel et dans le syndicalisme des permanents. Et cela s'explique tout naturellement comme un fait social.

L'humanité a eu ses prêtres pour détourner la colère de dieu ; ils ont vécu à ses dépens ; elle a eu ses guerriers pour détourner et recevoir les coups de l'ennemi ; en attendant la venue problématique de celui-ci les guerriers ont fait bonne chère aux frais de la communauté. Puis ce fut le tour des représentants, les fameux représentants du peuples, à grandes écharpes, chargés de faire de bonnes lois, de justes lois, qu'attendent encore bouche bée la race imperdable des gogos politiques.

En tant que classe, les ouvriers ayant des intérêts propres dans l'organisation de la société capitaliste ne pouvaient échapper à la curée parasitaire. La classe ouvrière a aujourd'hui une sorte de représentation économique qui n'attend plus pour opérer plus largement encore que la sanction des pouvoirs publics. Celle-ci ne se fera pas attendre longtemps, car toute représentation étant un bâillon mis à l'impatience des individus, il est de notoriété publique que la classe ennemie y trouvera son compte.

Les fonctionnaires sont aux ouvriers ce que furent les prêtres et les guerriers à l'humanité primitive et actuelle, hélas ! Ils disent aux travailleurs : « Vous ne « pouvez vous entendre directement avec « vos maîtres, car vous n'êtes pas libres « vis-à-vis d'eux et ils auront facilement « raison de vos réclamations. Nommez-« nous et fournissez-nous des moyens « d'existence et nous serons vos repré-« sentants. Nous pourrons alors parler « d'égaux à égaux et nous ferons aboutir « vos revendications. »

Le raisonnement était captieux et il s'alliait au mieux avec la passivité ouvrière, avec la peur de l'action, avec la crainte de prendre soi-même en mains sa propre cause. Contre une redevance personnelle on évitait de se compromettre aux yeux du patronat et on mâchait en paix la maigre pitance dévolue aux salariés.

Envisagée sous l'angle unique de petits intérêts la proposition des appointés permanents ne pouvait être rejetée. Du reste, elle vint à point quand ce parasitisme d'un nouvel ordre avait déjà mis en coupe réglée les organisations ouvrières. Il devait même peu à peu en changer l'orientation.

Le fonctionnarisme est par sa nature foncièrement centralisateur, l'autonomie du syndicat ne lui permet aucun développement et le rejette fatalement. C'est ce qui explique la centralisation à outrance qui s'opère partout et dans toutes les organisations industrielles. Ce mouvement n'est pas le fait de besoins ressentis exigeant un développement plus grand de la ligne de bataille, mais l'œuvre du fonctionnarisme. Il se défend en aggravant les difficultés pour mieux dominer. Contrairement à l'axiome gouvernemental : « diviser pour régner », il centralise, il agglomère pour mieux asseoir sa puissance et la rendre intangible.

Cependant, jamais la tactique de la guerre économique n'a montré de meilleurs résultats que dans la décentralisation de l'attaque, dans des combats dispersés, finissant ici pour renaître là, énervant l'action patronale par leur soudaineté et rendant impossible toute prévision préventive.

Au lieu de cette dispersion appelant peu à peu toutes les forces au combat, les excitant les unes par les autres, nous allons avoir la lourde machine dont la mise en marche sera si lente qu'elle laissera le champ libre à la diplomatie syndicaliste et au développement à l'extrême du fonctionnarisme ouvrier. Ce sera le paradis des permanents arbitres de la situation.

Camarades,

D'aucuns diront que ce tableau est poussé au noir. Ils se trompent. Nous sommes restés bien en deça de la vérité puisque le mal de la représentation économique nous fournit dès maintenant des exemples probants de ce qu'il deviendra dans l'avenir. Nous avons vu un peu partout, en Suisse notamment, des permanents régler des conflits économiques sur le dos même des ouvriers par une entente avec le patronat et qui plus est pareille trahison acceptée par les travailleurs après une protestation pour la forme nous faisant mal augurer des résistances futures à l'accaparement bureaucratique. Comme dans le domaine politique où le suffrage universel a développé non pas tant la puissance d'action des citoyens mais surtout celle de leurs représentants, nous allons assister à pareil phénomène dans le domaine économique. La concentration des organisations ouvrières en se développant n'augmentera pas l'activité des individus qui les composent mais celle des procureurs, des fonctionnaires au détriment souvent des véritables intérêts ouvriers. Voilà la vérité telle qu'elle ressort des faits eux-mêmes. En admettant l'honnêteté des fonctionnaires ouvriers, en admettant même — ce qui est encore plus contestable — que l'autorité dont ils sont investis ne trouble en aucune façon leur compréhension des intérêts qu'ils ont en mains, il est souverainement déraisonnable de leur laisser toute la charge des responsabilités, en leur donnant des pouvoirs trop étendus dont le contrôle échappe toujours à la masse des syndiqués. C'est ainsi que nous irons au rétablissement du pouvoir personnel qu'on pouvait supposer banni des organisations ouvrjères et que se manifeste déjà le despotisme bureaucratique.

Le centralisme est une régression et non un progrès. Les Etats centralisés à outrance sentent aujourd'hui le besoin d'une décentralisation rendant un peu de vie aux particules d'agglomération sacrifiées pour le tout et perdant peu à peu tout ressort, toute initiative. La résistance patronale elle-même ne peut servir d'exemple à la centralisation ouvrière car si, à certains moments elle affecte de se centraliser, il n'empêche que le faisceau ainsi formé est fugitif, passager, de courte durée, en rapport avec une situation momentanée, les intéressés reprenant, dès la crise passée, leur complète liberté d'action. Elle est d'un caractère essentiellement mobile et sujet à des métamorphoses très variées. Il n'en est pas de même de la centralisation ouvrière et c'est un grand tort dont la cause réside tout entière dans le besoin de sécurité et de permanence du fonctionnarisme.

Camarades syndiqués,

Notre conception du syndicalisme n'est pas celle-là. Le syndicalisme doit être selon nous un foyer d'où rayonne l'activité de tous ses adhérents. Nous ne croyons pas que le premier geste libérateur en y entrant doit être de capituler entre les mains de dirigeants d'un nouveau genre. Voulant faire nos affaires nous-mêmes, sûrs de les mener au mieux de nos intérêts, il nous semble puéril et dangereux d'en remettre la tâche à d'autres dont le sens n'aura pas la même acuité et qui feront métier de représentation. Nous avons le sentiment très net que toute représentation est un oreiller de paresse nous éloignant de l'action révolutionnaire, qui, pour être profonde, doit être l'œuvre de tous. Le syndicat est pour nous un moyen et non pas un but en soi. C'est le noyau groupant autour de lui toutes les bonnes volontés unies dans une protestation commune contre l'iniquité sociale. Nous voulons le voir rayonner par ses œuvres vives d'éducation au sein de la classe ouvrière l'appelant à une vision plus large de ses besoins et lui ouvrant des horizons nouveaux sur la nécessité historique de sa complète émancipation économique. Cette solidarité active doit tenir en respect la malfaisance patronale et l'empêcher d'imposer aux travailleurs des conditions inférieures. Et s'il faut combattre — ce qui est toujours désirable — ces luttes, même victorieuses, souligneront aux yeux des producteurs le néant des améliorations dans la société capitaliste et le désir de la révolution sociale.

Y a-t-il contradiction entre l'idéalisme syndical et la tendance pratique des individus comme on l'affirme aujourd'hui sans preuves suffisantes ? Nous ne le croyons pas tant que le syndicat demeure un groupement autonome. Il n'y a même plus contradiction quand il cesse de l'être et quand il se lie à l'une ou l'autre de ces grandes fédérations d'industrie dont le but paraît aujourd'hui de faire suer aux travailleurs les fortes cotisations dont ont besoin leurs œuvres bureaucratiques, car alors nous sommes en face d'un corporatisme étroit n'ayant plus aucune attache avec l'idée révolutionnaire et devenant inaccessible dès lors à tout idéalisme.

Or, ce corporatisme nous devons le combattre avec acharnement car il est le pire ennemi de la classe ouvrière. Au lieu de la tenir en éveil, il l'endort ; au lieu de faire appel à ses initiatives, il les éteint ; au lieu de l'appeler à une conception révolutionnaire de la lutte, il la fige dans des revendications de sous et de centimes qui lui ferment les yeux à toute idée générale. C'est une œuvre de bâillonnement, de léthargie, qui fera admirablement l'affaire des grands patrons en leur donnant par le corollaire indispensable des contrats collectifs des garanties définitives sur la durée de leur exploitation. Sous des dehors combattifs trompeurs, c'est bien là la plus belle conception de l'entente du capital et du travail que nos maîtres aient pu rêver. Et c'est une conception qui gagne du terrain à mesure que disparaît l'idéalisme révolutionnaire et que s'épanouit par contre le pur parasitisme bureaucratique.

Mais d'autre part, avant que l'œuvre soit achevée, un réveil se fait. L'outrecuidance des parasites ouvriers désille les yeux de beaucoup et l'on se demande avec angoisse déjà, avec colère bientôt, où veulent en venir ces préparateurs d'abaissement et d'inertie.

Où ils veulent en venir ce n'est que trop visible. Profiter du manque de volonté de la classe ouvrière, pour la dominer, pour s'imposer à elle, pour la faire marcher dans la voie d'un réformisme qu'ils règleront de compte à demi avec nos maîtres.

Camarades,

Plus que jamais et en ce jour de premier mai, nous devons affirmer, en face de ces marchandages de nos besoins non satisfaits, de nos droits méconnus, de nos espoirs sacrifiés, notre invincible amour de la liberté.

Nous voulons être nos maîtres !

Nous n'avons nul besoin d'intermédiaires d'aucune sorte !

Nous ne voulons plus de tutelle réglant notre vie sur le plan uniforme d'une légalité légère au riche qui échappe à ses étreintes et fort lourde au prolétaire qui la subit !

Nous voulons aller à la révolte bienfaisante, nous libérant de nous-mêmes et des acceptations de déchéances trop longtemps consenties. —

Vive la Révolution sociale par l'expropriation capitaliste !

Vive le travail libéré de toutes les contraintes actuelles !

Vive l'anarchie, c'est-à-dire la liberté !

Le Premier Mai

Le souvenir des années où le retour de cette date faisait battre plus fort les cœurs est toujours vivant en nous.

Alors la bourgeoisie tremblait — à vrai dire plus qu'il n'était nécessaire ; les polices espionnaient, arrêtaient, fabriquaient des complots, leur servant de prétexte à des persécutions préventives ; les gouvernants se préparaient comme à une bataille finale, qu'en réalité personne n'était à même de leur livrer — mais le prolétariat, la minorité consciente du prolétariat, essayait ses forces, faisait acte de volonté et d'énergie, espérait voir d'année en année la manifestation croître, s'intensifier et s'étendre, jusqu'à déterminer le choc définitif, grâce auquel la société bourgeoise serait tombée, défaite, pour faire place à une société harmonique de travailleurs libres.

Aujourd'hui, nous ne savons plus trouver un accent ému.

Le premier mai — notre premier mai — est mort.

Il a été tué par l'esprit timide des dirigeants socialistes qui dès le début cherchèrent à le contenir dans les limites de la légalité et à lui ôter le caractère de protestation et de révolte ; il a été tué par le doctrinarisme inintelligent de beaucoup d'anarchistes qui ne surent comprendre les possibilités du mouvement, et s'en désintéressèrent, ou le combattirent parce qu'il ne se réclamait pas dès l'abord des formules anarchiques ; il a été tué surtout par la bourgeoisie et les gouvernants, lorsque, revenus de leur peur, ils cessèrent de l'interdire et de le persécuter pour le prendre sous leur patronage.

Le premier mai, qui devait être la révolte des travailleurs, est devenu « la fête du travail ». Cela veut dire qu'il a perdu son caractère, pour devenir une chose toute différente de ce qu'il était.

Qu'est-ce qu'un premier mai fait avec la permission des supérieurs ? Une fête de plus ! Et pourquoi devrions-nous être émus ? Maintenant, c'est une période de guerre. La fête nous la ferons après avoir vaincu.

Il ne nous reste du premier mai qu'une leçon, utile à rappeler.

Chaque mouvement a en lui-même les germes de son progrès et ceux de sa dégénération.

Il appartient à l'action des hommes, à leur volonté éclairée de favoriser et de déterminer le développement des premiers ou des derniers de ces germes.

L'institution du premier mai aurait pu avoir de grandes conséquences révolutionnaires ; il aurait pu résoudre le problème ardu d'assurer la simultanéité nécessaire à un mouvement insurrectionnel étendu, sans le besoin d'une entente formelle, toujours difficile et dangereuse.

Et on comprend que le gouvernement l'ait combattue, aussi longtemps qu'il n'a pas réussie à la corrompre. On comprend de même que les réformistes aient cherché à en atténuer la signification et la portée. Ils ne croient pas à la révolution, ne la veulent pas et la craignent.

Mais les anarchistes auraient dû faire du premier mai **leur journée,** et s'en servir pour avoir un contact toujours plus intime avec les masses et organiser l'insurrection.

Ils n'ont pas su, nous n'avons pas su le faire. Il est inutile maintenant d'essayer de ressusciter un mort.

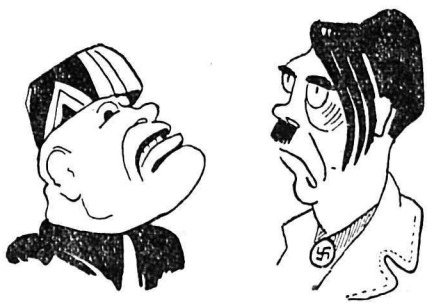
Songeons à l'avenir, songeons aux nouveaux moyens qui s'offrent à nous, et sachons en profiter.

Mais pour pouvoir en profiter, nous devons nous rappeler qu'une révolution ne se produit pas selon les règles précises tracées par un philosophe ou un poète. La révolution arrive comme elle peut arriver, et se développe dans un sens ou dans l'autre, selon les forces qui agissent en elle.

Si, pour faire la révolution, nous voulions attendre qu'elle débute avec un programme anarchiste et communiste bien précis, nous risquerions fort d'attendre en vain. La masse ne deviendra anarchiste et communiste qu'au cours de la révolution, après la révolution et non pas avant.

Nous devons être de tous les mouvements révolutionnaires ou qui peuvent conduire à une révolution — et travailler dans la direction que nous souhaitons.

Errico MALATESTA.



Le plus indiqué pour faire le trio était bien Staline.